

CONSIDERATIONS JURIDIQUES ET FISCALES RELATIVES A LA PERSONNE AUTORISEE

MA student **Mihaela- Alexandra GRAMA**¹

Abstract

In a country with low purchasing power and a large number of taxes, a taxpayer wishing to start a business must know and apply the law that fits. Understanding taxation area helps investors, especially those who are at the beginning, to measure and maximize potential gains, taking advantage of the solutions that the state provides. Given the regulations in force I will present the conditions under which a taxpayer can be registered as a PFA. To better understand the concept of an authorized person we must first start from the notion of a professional. This paper aims to analyze the authorized person, based on a parallel between the notion of "trader" and "professional", continuing with the conditions to set up a PFA, the affectation heritage and the contributions due from it. In short, I will be analyzing a PFA from both legal and tax perspective.

Keywords: *professional, commercial Law, natural person authorized, professional patrimony.*

JEL Classification : *K22, K23*

1. Introduction

Pour mieux comprendre le concept de la personne autorisée on doit d'abord commencer par la notion d'un professionnel. Ainsi, selon le nouveau Code civil, sont considérés comme des professionnels tous qui exploitent une entreprise d'art. 3 paragraphes. 3 „est l'exploitation d'un exercice d'engagement systématique (...), l'activité organisée de la production, de l'administration ou de l'aliénation de biens ou de services, que ce soit ou non à but lucratif”.

Contrairement à la réglementation du Code de commerce, le champ d'application est élargi, ce qui signifie que les commerçants sont devenus professionnels, car ils sont tombés dans toutes les caractéristiques: (Art 22 et art 23 de la CCN.) Exercice systématique activité (répété), une activité organisée, fournir service.

Cela découle du fait qu'ils étaient des actes de commerce:

- Actes des objectifs commerciaux (Art 3 du Code de commerce).
- Les actes de commerce subjective (Art 4 du Code de commerce)
- Les actes de commerce mixte (Art 5, en liaison avec l'article 6 du Code de commerce)

Art. 8 de la Loi sur la mise en œuvre du nouveau Code civil² présume traders professionnels de qualité, mais cette présomption est une parente et d'évaluer la qualité d'un commercial constitué professionnel avant d'entrer en vigueur du Nouveau Code civil, on doit vérifier si art répond à certaines conditions. 3 par 3 de la CCN.

Les références aux marchands seront réputées être faites pour les personnes physiques ou morales soumises à l'inscription au registre du commerce (art. 6 § 1 de la loi 71/2011). Le paragraphe 2 du même article, nous attribue expressément les endroits où le terme des marchand ne s'applique pas.

Selon GEO 44/2008 article 2 i), le terme d'une personne physique autorisée signifie "personne physique autorisée à procéder à toute forme d'activité économique permise par la loi, en utilisant principalement la main-d'œuvre."

GEO pas. 44/2008 définit l'activité économique à travers l'art. 2 lettre a) - l'activité économique est l'agriculture, industriel, commercial, effectué pour l'obtention de biens et de

¹ Mihaela- Alexandra Grama - MA student, Bucharest University of Economic Studies, grama.m.alexandra@gmail.com.

² Le terme «professionnel» visée à l'art. 3 du Code civil comprend des catégories de commerçant, entrepreneur, commerçant, et de toute autre personne autorisée à faire des affaires ou de la profession, tels que ces termes sont prescrits par la loi, la date d'entrée en vigueur du Code civil

services dont la valeur peut être exprimée en argent et qui sont destinés à la vente ou à l'échange sur des marchés organisés ou aux bénéficiaires déterminés ou déterminable à but lucratif³.

Les activités économiques qu'une personne autorisée peut entreprendre dans tous les domaines, les métiers, professions ou métiers que la loi ne l'interdit pas expressément la libre entreprise sont celles prévues par le code CAEN qui n'est pas exclusivement réglementée par une loi spéciale (art. 3 de GEO pas. 44/2008).

On ne peut pas travailler comme pigistes: notaires, avocats, magistrats (juges et procureurs), les parlementaires (députés ou sénateurs), des fonctionnaires, des membres élus des organes de l'administration locale, les fonctionnaires, les huissiers, etc. Leurs peines sont d'ordre de professionnel et disciplinaire. Par exemple, les avocats, la qualité d'avocat est suspendue pour la durée de l'incompatibilité.

2. Conditions pour devenir la personne autorisée

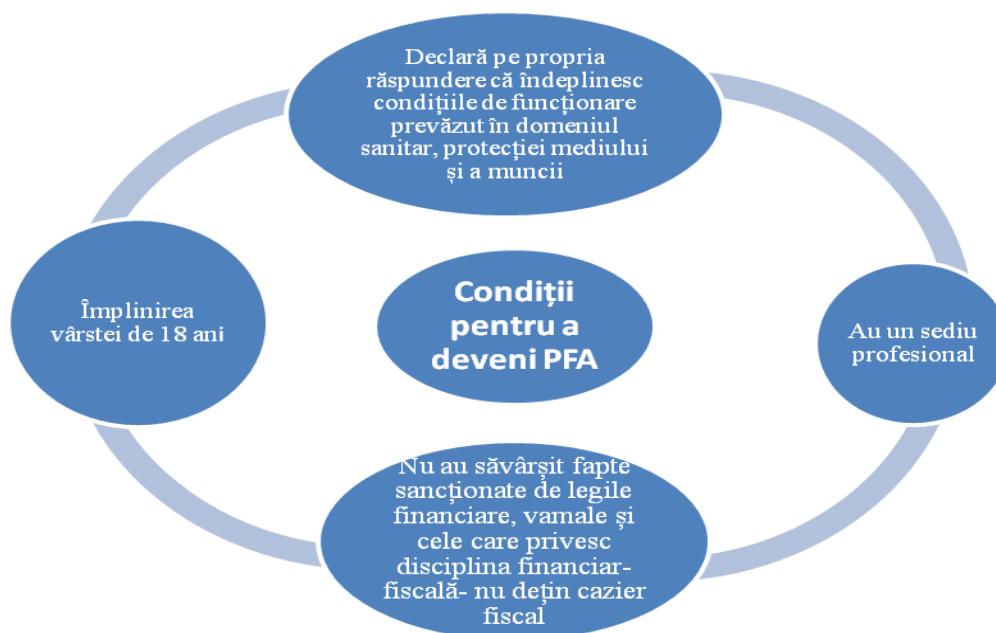
Pour opter pour des activités économiques indépendamment en tant qu'indépendant, comme personne autorisée l'individu doit respecter un certain nombre de conditions. Elles concernent à la fois l'individu, à savoir ses attributs tels que la nationalité, l'âge, la capacité d'exercice, la réputation et les qualifications et l'activité économique qui est destinée à être portée, la catégorie et l'exercice de celle-ci.⁴

En termes de nationalité, peuvent faire des affaires de façon indépendante, les citoyens et les étrangers qui sont ressortissants d'autres États membres de l'Union européenne et des apatrides.

En ce qui concerne l'état de l'art. 8, paragraphe 1, lettre b) "ont pas commis des actes sanctionnés par les lois de finances, douanes et taxes concernant la discipline financière, tels que ceux qui prennent le dossier fiscal» - c'est une condition en termes de réputation, cette personne ne doit pas avoir été sanctionné à travers un document attestant irrévocablement et définitivement, fiscale et douanière.

Voici les conditions générales, régies par GEO pas. 44/2008 sur les activités économiques par des personnes autorisées:

Diagram nr. 1



La source travaille propre

³ Andreea Teodora Stoica, *Régime juridique des personnes exerçant une activité économique indépendante*, Thèse de doctorat, ASE 2010, p 12

⁴ Andreea Teodora Stoica, op.cit., Thèse de doctorat, ASE 2010, p 78

Devenir une personne autorisée c'est possible lorsque l'enregistrement au registre du commerce a lieu et à la fermeture de PFA est radiée du registre du commerce. PFA peut être résilié à la suite du décès, par sa volonté en matière d'art. 25 de la loi n. 26/1990.

Cette approbation ne dégage pas le fonctionnement des pigistes de l'obligation d'obtenir cellule et envoyer le début de licences commerciales, permis, licences et autres, prévues par la loi spéciale, pour la conduite de certaines activités économiques. Par conséquent, selon le type d'activité pour lequel PFA Le opté économique peut être nécessaire pour obtenir certains actes administratifs, apparaissant comme une condition pour la réalisation de l'activité.

3. Patrimoine d'affectation

Par la phrase du commerce no. 4400 du 26 Mars 2008, le Tribunal de Bucarest, Division Commercial VI a accueilli l'objection de l'absence de qualité pour agir du demandeur TA contre les défendeurs T.E., B. P. et BS, au raison - de nullité et le manque relatif d'intérêt et l'exception le manque d'intérêt pour la raison du vide. Contre cette phrase a fait appel le demandeur TA et par décision No.308 commerciale du 26 Juin 2008, la Cour d'appel, la Division 5 a accueilli l'appel a aboli l'arrêt attaqué et renvoyé l'affaire devant cette juridiction.

Dans sa décision no. 1072 du 31 Mars 2009, la Haute Cour de Cassation et de Justice a confirmé le recours de BP, a modifié la décision attaquée a rejeté l'appel de la requérante TA, comme non fondé.

Je crois que la solution est correcte HCCJ parce que, comme la Cour a jugé, la propriété faisait partie du patrimoine d'affectation de la personne autorisée - TE, étant donné que cela a été mieux réalisée par la personne autorisée TE, exclusif de son revenu, que le marchand, par le contrat de vente - achat sous les dispositions de la loi No.550 / 2002 a été enregistrée dans le pays sur le nom de la personne autorisée - TE et a été utilisé pour mener des activités commerciales autorisées personne physique - TE Depuis cette bonne acquisition exclusive de son chiffre d'affaires en PFA, cela tombe dans la catégorie des biens personnels. Pour cette raison, nous considérons la solution HCCJ fait valoir que sa femme ne peut pas avoir une telle propriété, a rejeté son recours.⁵

Conformément à l'art. 20 de l'ordonnance n. 48/2008 "PFA responsable de ses obligations avec des actifs de l'affectation, si elle a été créée, et en plus, l'ensemble du patrimoine à, et en cas d'insolvabilité, sera soumis à la procédure simplifiée prévue par la loi n. 85/2006 sur les procédures d'insolvabilité (...) si vous avez un marchand conformément à l'art. 7 du Code de commerce ". Par conséquent, si la PFA est un commerçant en situation d'insolvabilité on aura recours à la loi n °. 85/2006, et si pas un commerçant, les prêteurs seront en mesure d'exécuter contre ses allégations au titre de la common law.

Patrimoine d'affectation se compose de tous les biens, droits et obligations des personnes touchées but d'exercer une activité économique, constitué comme une partie distincte du patrimoine de la personne autorisée, engagement personnel distinct de ses créanciers généraux autorisés. Le réglage affectation du patrimoine est facultative, laissant au contribuable la possibilité de choisir si oui ou non cette option. Ainsi patrimoine, les créanciers qui ont des réclamations découlant des activités autorisées peuvent regarder à la fois affectation et les biens personnels de la personne⁶.

L'entreprise du Patrimoine se compose de tous les actifs et les droits des cours liés et qui prennent le livre d'inventaire. L'inventaire peut être fait par une seule personne et vise à établir et évaluer la situation existant au début de l'actif de l'entreprise, des états annuels et de façonner une image de la performance de l'individu inventorié.

⁵ Es faits ont été: TE, comme la personne autorisée a signé un pré-contrat avec BP et B.S. vente d'espace commercial où il a tenu ses activités. Sa femme, T. A. déposé une demande d'assignation de TE, BP et BS au motif que le bâtiment faisait partie du patrimoine commun des deux époux, le bien commun, et donc d'aliéner le défendeur TE besoin du consentement de la femme, T. A.

⁶ Andreea Teodora Stoica, op. cit., p. 210

Selon le Code de la famille, art. 19 en relation avec l'art. 20 biens communs sont acquis par les époux pendant le mariage, du jour de mariage au jour de son retrait, mais l'espace commercial dans le cas en question a été acquis par le mari, en sa qualité de personne autorisée et a fait partie du patrimoine de affectation.

Pour mieux clarifier la situation en ce qui concerne le statut des personnes autorisées et son / sa conjoint participant à l'activité commerciale exercée par elle par le droit 4/2014 pour l'ordonnance d'urgence gouvernement. 44/2008 sur les activités économiques par des personnes autorisées, les entreprises individuelles et les entreprises individuelles familiales. Ainsi, selon l'art. Un art qui complète. 2 i ^ 1 en liaison avec l'achèvement de l'Art. 7 ^ 1, femme / mari les personnes autorisées peuvent participer aux activités des personnes autorisées. La condition impérative est que la demande inscription PFA dans le registre du commerce de la participation typiquement femme / mari au travail, sur la base de l'affidavit et le certificat de mariage.

4. L'impôt sur le revenu de la personne autorisée

En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, un PFA peut choisir de payer soit un impôt de 16% de la normale sur le revenu, où le travail fait est stipulé dans la liste des activités pour lesquelles les règles peuvent affecter le revenu ou d'un impôt de 16% revenu net déterminé dans le système réel. Lors du choix d'un système réel, la personne physique autorisée le taux de 16 pour cent sera applicable à la différence entre le revenu brut et les charges déductibles, le résultat net comptable.

Une personne exerçant des activités économiques de façon indépendante a le statut de travailleur autonome et peut avoir de l'argent de l'investissement à tout moment sans avoir à attendre jusqu'à la fin de l'exercice.

L'objet imposable se compose du revenu imposable de l'industrie, l'agriculture, le commerce, etc. par les entreprises.

Impôt sur le revenu dans le système réel = 16% × résultat net

Les revenus bruts comprennent:

- produit et l'équivalent en lei de revenu en nature de l'activité
- revenu au titre des intérêts des créances clients et autres créances utilisées dans le cadre de soi-même;
- les gains provenant de la cession des actifs de l'entreprise, utilisent l'auto-emploi, à l'exclusion des actifs équivalents après cessation définitive des activités;
- engagement de ne pas indépendant ou ne pas faire concurrence avec un autre revenu;
- les revenus de l'annulation ou l'exemption du paiement des dettes contractées dans le cadre de soi-même;
- revenus provenant de caisses enregistreuses avec mémoire fiscale, installées en tant que dispositifs chargés sur des passagers ou véhicules utilitaires taxi.

Pour être considérés comme des dépenses déductibles les conditions générales qui doivent être respectées sont les suivantes:

- Être inclus dans les coûts de l'exercice au cours duquel ils ont été payés
- Être réalisé dans les activités pour atteindre des revenus, étayée par des documents
- Respecter les règles d'amortissement

Conformément à l'art. 49, par. 2 du Code fiscal des revenus nets annuels sur la base de normes de revenu, à revenu fixe norme sur laquelle se demande l'impôt forfaitaire de 16% est déterminé par les directions générales territoriales des finances publiques, indépendamment de réalisation de niveau de revenu par PFA. La publication de ces règles est revenu annuel au cours du quatrième trimestre de l'année qui précède celle dans laquelle il est à appliquer.

Un nouveau règlement introduit par l'ordonnance d'urgence no. 46/2011, approuvée par la loi 40/2014, c'est qu'une personne autorisée peut engager des tiers à des contrats de travail individuels. L'avantage de ce texte de loi est que, en permettant l'emploi de tiers, organisés en PFA contribuable aura plus de liberté dans son entreprise. À un moment donné, le Sénat voulait limiter l'emploi d'un certain nombre de neuf personnes, qui ont abouti à la ressemblance de la micro-

entreprise à l'époque, mais la Chambre des députés a approuvé le changement. Au lieu de cela, l'IFP ne sera pas considéré comme un employé de tierces parties collaborant, même si la collaboration est exclusive.

5. Les contributions à payer par l'IFP

En termes de contributions qui doivent effectuer, la personne est autorisée et obligée à payer la contribution à l'assurance maladie sociale (CASS). L'obligation de payer CASS autorisée personnes peuvent retourner à la fois comme employeur et comme l'assuré.⁷ En tant qu'employeur, selon Art.258 de la loi. 95/2006 tel que modifié par l'ordonnance 15/2012, l'individu est le titulaire de l'obligation de verser des cotisations pour l'assurance maladie. Les employeurs sont tenus de retenir et de verser une contribution individuelle mensuelle de l'assurance maladie sociale.

Contribution individuelle à la CASS est de 5,5 pour cent de la différence entre le total des revenus gagnés et les dépenses engagées pour obtenir ces revenus, soit le résultat net. Le contribuable doit payer cette contribution même est s'il a des revenus ou des pertes.

Base de calcul de la CASS est différenciée de deux manières selon le système réel ou basé sur un revenu forfaitaire. Il peut être:

- d'imposer système réel – le revenu annuel ne comme la différence entre les recettes totales et les dépenses afin d'atteindre ces revenus, hors frais représentant cotisations sociales)
- pour l'impôt sur le revenu norme - la norme de revenu annuel, par rapport aux 12 mois de l'année, qui ne peut être inférieur au salaire minimum brut dans le pays, si ce revenu est seulement sur laquelle la contribution est calculée.

La quote part à la sécurité sociale (pension CAS) est de 31,3%. Ainsi, une PFA doit payer une contribution minimum de 252 lei CAS (c.-à-part de 31,3 pour cent appliqué sur ledit revenu ne peut pas être inférieure à 35% du salaire brut moyen) et un maximum de 3596 Ron (soit 31,3 pour cent appliqué équivaut à 5 fois le casque moyenne de salaire brut). La limite maximale est un avantage parce que si la part de 31,3 pour cent par rapport au revenu est supérieure à 3596 Ron, le contribuable paiera au maximum.

En ce qui concerne la contribution de l'assurance-chômage, une personne autorisée peut choisir de payer La quote part. est de 0,5% pour la contribution individuelle. Les exonérations de cotisations et la rémunération est de 0,85% du revenu net.

En ce qui concerne la femme / mari aux personnes autorisées, propriétaire femme / mari entreprise individuelle / personnes autorisées peuvent s'assurer dans le système public de retraite basé sur un contrat d'assurance sociale, le système d'assurance-chômage, par la conclusion d'un contrat d'assurance chômage comme prévu à l'art. 22 de la loi n. 76/2002 sur le système d'assurance-chômage et la stimulation de l'emploi, tel que modifié et complété, et le système d'assurance de santé, tel que prévu par la loi.⁸

Une personne autorisée est obligée d'effectuer des paiements anticipés au cours de l'année par le biais des cotisations sociales. Le paiement de CAS est menée trimestriellement en quatre versements égaux de la 25e du dernier mois de chaque trimestre. Fondamentalement contribuables devront effectuer des paiements dans les mois: Mars, Juin, Septembre et Décembre.

L'établissement de son paiement annuel de la contribution de l'assurance maladie est assurée par la décision annuelle d'impôt, qui est utilisé pour régler les sommes dues au titre de remboursements anticipés.

Les contribuables qui sont enregistrés comme PFA doivent déclarer leurs revenus sous la forme de 600 et de le soumettre à l'autorité de la fiscalité au bureau de poste ou dans du papier, pour déterminer la base de calcul mensuel des cotisations sociales. Ce formulaire peut être soumis en ligne par les contribuables qui possèdent un certificat numérique pour la signature électronique.

⁷ Andreea Teodora Stoica, op. cit., p. 190.

⁸ Art. 1 de la loi 4/2014 de l'Ordonnance d'urgence du Gouvernement no. 44/2008 sur les activités économiques par les personnes autorisées, les entreprises individuelles et les entreprises familiales.

6. Conclusions

La création de nouvelles entreprises est encouragée par l'Etat roumain pour attirer les investissements étrangers et soutenir les entrepreneurs privés afin de stimuler la libre entreprise, les réglementations fiscales sont laxistes y compris les étrangers.

L'individu professionnel autorisé acquiert cette qualité lors de l'enregistrement au registre du commerce, si elle remplit les conditions d'âge, avoir un bureau professionnel et ne pas avoir un dossier fiscal et sortant par : la mort, la volonté ou à la demande des personnes / juridique qui a été blessée.

En ce qui concerne la reddition de comptes, l'affectation du patrimoine de l'établissement est facultative, regardez à gauche pour le contribuable la possibilité de choisir si oui ou non cette option. Ce type de patrimoine est constitué de tous les biens, droits et obligations aux personnes autorisées à des fins affectée d'exercer une activité économique, constitué comme une partie distincte du patrimoine de la personne autorisée engagement personnel distinct de ses créanciers ordinaires. Si le patrimoine d'affectation sera constitué professionnel se réunira avec toute la fortune.

Site PFA paie un impôt de 16% qui est appliqué sur le revenu forfaitaire ou au bénéfice net déterminé dans le système réel. Norme revenue fixe est déterminée par les directions générales territoriales des finances publiques et le résultat net dans le système réel est le résultat de la différence entre le revenu brut et les dépenses de revenu imposable. Par conséquent, étant donné que ces coûts sont plus élevés on va diminuer l'assiette fiscale et l'impôt sera réduit.

Parmi les avantages de la mise en place d'une zone exempte inclure les coûts de démarrage et réduit administration et de la comptabilité qui peuvent garder la même personne qui a demandé, si elle possède les connaissances nécessaires.

Un inconvénient est que la personne est autorisée à payer santé de contribution sociale et contributions de sécurité sociale, si les revenus sont réalisés ou non.

Bibliographie

1. S. Angheni, M.Volonciu, C. Stoica, *Drept comercial*, 4th edition, CH Beck Publishing House, Bucharest, 2008
2. Şaguna, Dan Drosu, *Drept fiscal*, C.H. Beck Publishing House, Bucharest, 2008
3. S. Cristea, *Domiciliul fiscal și sediul permanent. Delimitări noționale*, „Revista Română de fiscalitate” no. 17/2008
4. Andreea-Teodora Stoica, *Regimul juridic al persoanelor fizice care desfășoară activități economice în mod independent*, Thèse de doctorat, ASE 2010
5. Stanciu D.Carpenaru, *Dreptul comercial in condițiile Noului Cod civil*, „Curierul Judiciar” nr.10/2010.